



Communiqué

CAE publie ses résultats du troisième trimestre de l'exercice 2024

- Produits des activités ordinaires de 1 094,5 millions \$, par rapport à 969,9 millions \$ à l'exercice précédent
- Résultat par action (RPA) des activités poursuivies de 0,18 \$, par rapport à 0,24 \$ à l'exercice précédent
- RPA ajusté⁽¹⁾ de 0,24 \$, par rapport à 0,27 \$ à l'exercice précédent
- Résultat opérationnel de 121,6 millions \$, par rapport à 142,1 millions \$ à l'exercice précédent
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté⁽¹⁾ de 145,1 millions \$, par rapport à 156,8 millions \$ à l'exercice précédent
- Prises de commandes ajustées⁽¹⁾ de 1 273,9 millions \$ et carnet de commandes ajusté⁽¹⁾ de 11,7 milliards \$
- Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté⁽¹⁾ de 3,16, par rapport à 3,25 à la fin du trimestre précédent
- Les chiffres comparatifs ont été reclassés pour rendre compte des activités abandonnées

Montréal (Canada), le 14 février 2024 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE inc. (« CAE » ou la « Société ») annonce aujourd'hui des produits des activités ordinaires de 1 094,5 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2024, comparativement à 969,9 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le RPA des activités poursuivies s'est établi à 0,18 \$ pour le troisième trimestre, comparativement à 0,24 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le RPA ajusté a totalisé 0,24 \$ pour le troisième trimestre, comparativement à 0,27 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel du trimestre s'est établi à 121,6 millions \$ (11,1 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾), comparativement à 142,1 millions \$ (14,7 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Pour le troisième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté a totalisé 145,1 millions \$ (13,3 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾), par rapport à 156,8 millions \$ (16,2 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Toute l'information financière est en dollars canadiens, et à moins d'indication contraire, les résultats sont présentés pour les activités poursuivies.

Sommaire des résultats consolidés

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T3-2024	T3-2023	Variation en %
Produits des activités ordinaires	1 094,5 \$	969,9 \$	13 %
Résultat opérationnel	121,6 \$	142,1 \$	(14) %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ⁽¹⁾	145,1 \$	156,8 \$	(7) %
<i>En % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾</i>	13,3 %	16,2 %	
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	56,5 \$	78,1 \$	(28) %
Résultat par action (RPA) des activités poursuivies	0,18 \$	0,24 \$	(25) %
RPA des activités abandonnées	(0,01) \$	0,01 \$	(200) %
RPA ajusté ⁽¹⁾	0,24 \$	0,27 \$	(11) %
Prises de commandes ajustées ⁽¹⁾	1 273,9 \$	1 189,7 \$	7 %
Carnet de commandes ajusté ⁽¹⁾	11 746,3 \$	10 795,1 \$	9 %

⁽¹⁾ Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la rubrique Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

« Nos résultats au troisième trimestre reflètent la forte demande sous-jacente pour les solutions commerciales de notre secteur Civil et témoignent des progrès continus au niveau de la transformation du secteur Défense. Nous avons également généré de solides flux de trésorerie disponibles, ce qui nous a permis de rehausser notre situation financière en conformité avec nos cibles d'endettement », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Assurant ainsi davantage l'avenir de CAE, nous avons enregistré des prises de commandes totales de près de 1,3 milliard \$ au cours du trimestre, pour un carnet de commandes de 11,7 milliards \$. Les commandes dans le secteur Civil se sont élevées à 845 millions \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 1,36, ce qui comprend des commandes visant 20 simulateurs de vol, de nouveaux partenariats de formation avec des compagnies aériennes de renom, comme le Groupe Air France-KLM, et des commandes pour de la formation sur jets d'affaires de plus de 300 millions \$. Nous avons de bonnes possibilités de croissance sur le marché de l'aviation civile, et notre élan soutenu met en évidence la forte demande pour les solutions très distinctes de CAE en matière de formation et de services aériens ainsi que notre capacité à remporter des parts de ce marché en croissance soutenue. Dans le secteur Défense, nos résultats ont été conformes à nos attentes pour cette étape du parcours menant vers la réalisation de plus fortes marges. Nous avons poursuivi le renouvellement de notre carnet de commandes avec des contrats plus rentables et nous nous sommes efforcés d'accélérer le retrait des risques associés aux programmes existants, qui découlent principalement d'anciens contrats du secteur Défense qui ont été conclus avant la pandémie de COVID-19 et qui ont été plus lourdement touchés par les difficultés économiques. »

« Pour le reste de l'exercice, nous continuons à prévoir une croissance du résultat opérationnel sectoriel ajusté du secteur Civil de l'ordre de 15 % à 19 % pour l'exercice. Dans le secteur Défense, nous continuerons à nous concentrer sur l'achèvement des travaux restants au titre des anciens contrats et, dans la mesure du possible, sur l'accélération du retrait des risques au cours du quatrième trimestre et de l'exercice 2025. Nous prévoyons conclure la vente de notre division Santé avant la clôture de l'exercice financier, sous réserve des conditions de clôture, y compris l'obtention des approbations d'usage de la part des organismes de réglementation. Il s'agit d'une étape importante vers le rétablissement des remboursements de liquidités aux actionnaires, et le conseil d'administration procède actuellement à une évaluation des options quant à la forme, au montant et au moment de tels remboursements. »

Aviation civile (Civil)

Au troisième trimestre, le secteur Civil a enregistré des produits des activités ordinaires de 622,1 millions \$, par rapport à 517,4 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 101,0 millions \$ (16,2 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 117,2 millions \$ (22,7 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 124,2 millions \$ (20,0 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 131,4 millions \$ (25,4 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, le secteur Civil a livré 13 simulateurs de vol (FFS) à des clients, et le taux d'utilisation de ses centres de formation s'est établi à 76 % pour le troisième trimestre.

Le secteur Civil a obtenu ce trimestre des contrats de solutions de formation d'une valeur de 845,4 millions \$, visant notamment une série d'accords de formation à long terme dans les domaines de l'aviation commerciale et de l'aviation d'affaires ainsi que la vente de 20 FFS, portant à 57 FFS le total à la clôture du troisième trimestre de l'exercice. Les principaux contrats obtenus au cours du trimestre incluent des contrats pour des services de formation à long terme avec des compagnies aériennes de renom, dont le Groupe Air France-KLM, et le renouvellement d'une entente de services aériens avec Azul Linhas Aereas Brasileiras. L'aviation d'affaires a représenté plus de 300 millions \$ des prises de commandes ajustées du secteur Civil au troisième trimestre, principalement au titre d'accords de formation avec des clients américains, y compris Solairus Aviation et Clay Lacy Aviation.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽¹⁾ du secteur Civil s'est établi à 1,36 pour le trimestre, ce qui est excellent, et à 1,27 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Civil s'établissait à un montant record de 6,1 milliards \$ à la fin du trimestre.

Sommaire des résultats – Aviation civile

<i>(montants en millions)</i>	T3-2024	T3-2023	<i>Variation en %</i>
Produits des activités ordinaires	622,1 \$	517,4 \$	20 %
Résultat opérationnel	101,0 \$	117,2 \$	(14) %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	124,2 \$	131,4 \$	(5) %
<i>En % des produits des activités ordinaires</i>	20,0 %	25,4 %	
Prises de commandes ajustées	845,4 \$	713,0 \$	19 %
Carnet de commandes ajusté	6 119,8 \$	5 647,6 \$	8 %

Renseignements non financiers supplémentaires

Nombre équivalent de simulateurs	275	263	5 %
FFS dans le réseau de CAE	336	323	4 %
FFS livrés	13	9	44 %
Taux d'utilisation	76 %	73 %	4 %

Défense et Sécurité (Défense)

Au troisième trimestre, le secteur Défense a enregistré des produits des activités ordinaires de 472,4 millions \$, par rapport à 452,5 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 20,6 millions \$ (4,4 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 24,9 millions \$ (5,5 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 20,9 millions \$ (4,4 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 25,4 millions \$ (5,6 % des produits des activités ordinaires) pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

Renseignements supplémentaires concernant les anciens contrats du secteur Défense

Au sein du secteur Défense, nous avons certains contrats à prix fixe qui offrent certains avantages et gains d'efficacité potentiels, mais peuvent également être marqués par des difficultés d'exécution et par l'évolution défavorable des conditions économiques, y compris les perturbations inattendues de la chaîne d'approvisionnement, les pressions inflationnistes et la disponibilité de la main-d'œuvre. Ces risques peuvent entraîner des dépassements de coûts et une réduction des marges bénéficiaires ou des pertes. Bien que ces risques puissent souvent être gérés ou atténués, il y a huit anciens contrats distincts qui ont été conclus avant la pandémie de COVID-19 ayant une structure de contrat à prix ferme fixe, avec peu ou pas de disposition pour les hausses de coûts, et qui ont été plus lourdement touchés par ces risques (les « anciens contrats »). Bien qu'ils ne représentent qu'une petite partie des activités actuelles, ces contrats ont eu un impact disproportionné sur la rentabilité globale du secteur Défense.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2024, l'exécution continue de ces anciens contrats a eu une incidence défavorable d'environ deux points de pourcentage sur la marge du résultat opérationnel sectoriel ajusté du secteur Défense.

La direction suit de près ces anciens contrats en tant que groupe distinct et continue d'accorder une grande priorité à l'exécution et au retrait de ces anciens contrats ainsi qu'à la réduction des pressions sur les coûts liés à ceux-ci. Ces anciens contrats s'achèveront pour la plupart au cours des deux prochains exercices, et les risques qui y sont associés seront réduits à mesure qu'ils seront substantiellement retirés au cours des six à huit prochains trimestres, avec de la variabilité dans les répercussions financières trimestrielles due au calendrier de conclusion des programmes, l'acceptation par les clients et la capacité d'atténuer les risques et les coûts connexes alors que nous continuons à les exécuter.

Au cours du trimestre, le secteur Défense a obtenu des commandes d'une valeur de 428,5 millions \$ pour des solutions d'entraînement fondé sur la simulation, des services de soutien et des solutions de missions. Les principaux contrats obtenus comprennent un contrat de maintenance de l'USAF pour ses dispositifs d'entraînement sur F-16 et la poursuite de l'entraînement sur la plateforme de transport C-130H et la plateforme de ravitaillement KC-135. Parmi les contrats obtenus par le secteur Défense, mentionnons également l'exercice d'une option par l'armée américaine pour l'entraînement sur appareils à voilure fixe et des services de soutien au centre de formation CAE Dothan.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 0,91 pour le trimestre et à 0,90 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Défense, y compris les contrats non financés obtenus et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à un montant de 5,6 milliards \$ à la fin du trimestre, en hausse par rapport à 5,1 milliards \$ à la fin du troisième trimestre de l'exercice 2023. L'éventail d'occasions d'affaires du secteur Défense demeure solide, des soumissions et propositions d'une valeur de quelque 9,5 milliards \$ étant en attente de la décision des clients.

Sommaire des résultats – Défense et Sécurité

<i>(montants en millions)</i>	T3-2024	T3-2023	<i>Variation en %</i>
Produits des activités ordinaires	472,4 \$	452,5 \$	4 %
Résultat opérationnel	20,6 \$	24,9 \$	(17) %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	20,9 \$	25,4 \$	(18) %
<i>En % des produits des activités ordinaires</i>	4,4 %	5,6 %	
Prises de commandes ajustées	428,5 \$	476,7 \$	(10) %
Carnet de commandes ajusté	5 626,5 \$	5 147,5 \$	9 %

Autres points saillants financiers

CAE a engagé des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 23,5 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2024, essentiellement au titre de l'acquisition de la division AirCentre de Sabre axée sur les opérations aériennes. Ces coûts liés à l'intégration d'AirCentre devraient cesser d'ici la fin du premier semestre de l'exercice 2025.

Pour le trimestre considéré, le montant net des charges financières s'est établi à 52,4 millions \$, comparativement à 47,1 millions \$ au trimestre précédent et à 47,7 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 8,2 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 12 %, par rapport à 17 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le taux d'imposition effectif ajusté⁽¹⁾, qui s'entend du taux d'imposition utilisé pour calculer le résultat net ajusté et le RPA ajusté, s'est établi à 15 % pour le trimestre, comparativement à 18 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. La baisse du taux d'imposition effectif ajusté s'explique en grande partie par la composition des revenus provenant de différents territoires.

La perte nette des activités abandonnées s'est établie à 1,9 million \$ pour le trimestre, par rapport à un résultat net des activités abandonnées de 2,1 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2023. La baisse en regard du troisième trimestre de l'exercice 2023 s'explique principalement par les coûts de transaction de 2,2 millions \$ engagés au troisième trimestre de l'exercice 2024 en lien avec la vente prévue du secteur Santé.

Sommaire des résultats des activités abandonnées

(montants en millions)	T3-2024	T3-2023
Produits des activités ordinaires	36,0 \$	50,4 \$
Charges	34,3	46,6
Résultat opérationnel	1,7 \$	3,8 \$
Coûts de transaction	2,2	—
Charges financières	1,1	1,1
Résultat avant impôt sur le résultat	(1,6) \$	2,7 \$
Charge d'impôt sur le résultat	0,3	0,6
Résultat net des activités abandonnées	(1,9) \$	2,1 \$

Les entrées nettes de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont établies à 220,8 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 252,4 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ ont totalisé 190,0 millions \$ pour le trimestre, par rapport à 239,8 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. La diminution s'explique essentiellement par l'apport moindre du fonds de roulement hors trésorerie et par l'augmentation des paiements versés aux participations mises en équivalence afin d'investir dans l'expansion du réseau de formation du secteur Civil, à l'appui des accords de formation à long terme avec des clients.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽¹⁾ ont totalisé 85,6 millions \$ pour le trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette⁽¹⁾ était de 3 085,4 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté⁽¹⁾ était de 3,16. À la fin du trimestre précédent, la dette nette était de 3 184,5 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté était de 3,25. Le reclassement du BAIIA ajusté des activités abandonnées a entraîné une hausse du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté de 0,07 au 31 décembre 2023 et de 0,09 au 30 septembre 2023.

Le rendement du capital utilisé ajusté⁽¹⁾ s'est établi à 7,0 % pour le trimestre, comparativement à 7,1 % au trimestre précédent et à 5,5 % pour le troisième trimestre de l'exercice précédent.

⁽¹⁾ Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la section *Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières* du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)

Au cours du trimestre, CAE a continué à démontrer son engagement envers le développement durable, la diversité et les pratiques commerciales éthiques. La Société a eu l'honneur d'être nommée parmi les 100 meilleurs employeurs au Canada et les meilleurs employeurs au Canada pour les jeunes pour la deuxième et la quatrième année d'affilée, respectivement, ce qui reflète sa volonté d'anticiper les besoins des employés, de favoriser un environnement de travail innovant et inclusif, et de promouvoir l'industrie aéronautique en tant que choix de carrière auprès de la prochaine génération de talents. En novembre 2023, CAE a également reçu le Prix de réalisation pour l'équité en emploi de 2023 du gouvernement du Canada, soulignant son engagement envers la diversité et l'inclusion, ainsi que sa mission d'inciter la future génération de femmes à poursuivre leur objectif de devenir pilotes. En matière de développement durable, CAE a amélioré considérablement ses notes d'évaluation de la durabilité d'entreprise (CSA) de S&P et CDP et a été incluse dans l'indice Global Sustainability 2024 de S&P, ce qui la place parmi les 15 % d'entreprises les plus performantes de son secteur d'activité à cet égard. CAE a également renforcé son cadre de gouvernance en révisant ses politiques de revue du rendement de l'entreprise et en introduisant une nouvelle politique de gestion des risques liés aux partenaires commerciaux et un cadre de diligence raisonnable, lui permettant d'améliorer encore ses pratiques commerciales éthiques.

Pour de plus amples renseignements sur la manière dont CAE soutient les efforts de décarbonation du secteur de l'aviation et contribue à un avenir plus durable pour tous, veuillez télécharger le rapport au <https://www.cae.com/fr/responsabilite-sociale>.

Perspectives de la direction

CAE exécute une stratégie de croissance qui lui permettra de devenir une entreprise plus grande, plus forte et plus rentable que jamais. Grâce à des investissements de croissance rentables et à une solide exécution, son secteur Civil, le plus important au sein de CAE, continue d'afficher un solide élan de croissance. La direction cible un taux de croissance composé du RPA de l'ordre de 25 % sur trois ans (de l'exercice 2022 à l'exercice 2025), qui devrait provenir d'une constance des bons résultats du secteur Civil et de l'initiative pluriannuelle de transformation en cours dans le secteur Défense. La réalisation des objectifs de croissance stratégiques de CAE devrait amener une base d'activités beaucoup plus importante et une structure de capital qui la doteront d'une marge de manœuvre pour équilibrer ses investissements dans son avenir avec les remboursements de capital à ses actionnaires.

La direction a une vision très positive de son potentiel de croissance sur plusieurs années, que sous-tendent des tendances à long terme favorables pour tous les secteurs d'activité. Elle s'attend à ce que le secteur Civil continue de croître à un rythme supérieur à celui du marché, grâce à la croissance et à la reprise du transport aérien de passagers, à la pénétration accrue de l'actuel marché potentiel des solutions de formation et de services aériens, ainsi qu'au niveau élevé et soutenu de la demande de pilotes et de formation des pilotes dans tous les segments de l'aviation civile. Pour l'exercice 2024, essentiellement du fait de la solide marge attendue au quatrième trimestre, la direction prévoit toujours une croissance annuelle du résultat opérationnel sectoriel ajusté de l'ordre de 15 % à 19 %. Sur une base annuelle, la direction continue de s'attendre à une marge opérationnelle sectorielle ajustée dans la fourchette de l'exercice 2023 pour le secteur Civil. En plus d'accroître sa part du marché de la formation aéronautique et de renforcer sa position dans le domaine des services aériens numériques, le secteur Civil prévoit maintenir sa part de premier plan des ventes de FFS et livrer une cinquantaine de FFS à des clients du monde entier au cours de l'exercice.

Le secteur Défense de CAE a entrepris une transformation pluriannuelle qui devrait donner lieu à un secteur considérablement plus grand et plus rentable. Depuis la transformation de sa portée et de ses capacités au moyen d'acquisitions au cours de l'exercice 2022, le secteur Défense est devenu la plus importante entreprise mondiale d'entraînement et de simulation, peu importe la plateforme, dans les cinq domaines du marché de la défense, et a augmenté son carnet de commandes ajusté de plus de 20 %. Les récents programmes stratégiques remportés par le secteur Défense, son carnet de commandes ajusté de 5,6 milliards \$ et ses soumissions et propositions d'une valeur de 9,5 milliards \$ en attente d'une décision de clients sont autant de facteurs illustrant le bien-fondé de sa stratégie de transformation. À long terme, CAE continue de s'attendre à une croissance supérieure dans le secteur Défense, grâce à la conversion de ses soumissions en prises de commandes ajustées dont la marge est plus élevée et à l'exécution de contrats générant des profits élevés autant que durables.

D'ici la clôture de l'exercice 2024, le secteur Défense compte continuer de regarnir son carnet de commandes ajusté avec des contrats plus importants et plus rentables et accélérer le retrait des risques associés aux anciens contrats, qui ont pesé lourdement sur la rentabilité globale du secteur Défense. La direction surveille de près ces contrats en tant que groupe distinct et à l'aide d'une équipe qui continue de se concentrer exclusivement sur l'exécution et le retrait substantiel des risques liés à ces anciens contrats qui auront lieu au cours des six à huit prochains trimestres. Malgré nos efforts, la direction constate un risque potentiel de dépassements de coûts supplémentaires, de réduction des marges bénéficiaires ou de pertes additionnelles en raison de ces anciens contrats, ainsi qu'une variabilité des répercussions financières trimestrielles en raison du calendrier de conclusion des programmes, de l'acceptation par les clients et de la capacité du secteur Défense à atténuer les risques et les coûts connexes. Compte tenu du renouvellement de son carnet de commandes et de l'arrivée à échéance des anciens contrats, l'inflexion positive prévue pour les résultats du secteur Défense devrait commencer à apparaître

au deuxième semestre du prochain exercice, et dépendra aussi de la durée et de l'ampleur des retards au niveau des nouveaux programmes dans l'environnement actuel.

Le total des dépenses d'investissement en immobilisations pour l'exercice 2024 devrait être d'environ 50 millions \$ supérieur à celui affiché pour l'exercice précédent, principalement en raison du montant plus élevé des investissements internes relatifs axés sur le marché qui seront consacrés à l'expansion du réseau de formation aéronautique du secteur Civil, au déploiement de simulateurs et à l'impartition de la formation par les clients. Habituellement, les investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie sont plus élevés au premier semestre de l'exercice et, à l'instar des exercices précédents, la direction prévoit qu'une partie de ces investissements dans le fonds de roulement hors trésorerie seront repris au second semestre. La Société continue de viser une conversion de 100 % du résultat net ajusté en flux de trésorerie disponibles pour l'exercice. La Société compte affecter une part importante du produit net de la vente de son secteur Santé, qui est assujettie à des conditions de clôture, incluant les approbations réglementaires habituelles, à la réduction de sa dette. La direction garde le cap sur des investissements internes en phase avec la demande des clients, l'intégration et l'accroissement des investissements récents, et le désendettement de son bilan. La direction continuera d'accorder la priorité au maintien d'un bon équilibre dans la répartition du capital, notamment en finançant la croissance rentable, en consolidant sa situation financière, et en remboursant du capital aux actionnaires. Selon CAE, son taux d'imposition effectif ajusté moyen sera d'environ 22 % pour le reste de l'exercice.

Les perspectives de la direction pour l'exercice 2024 et les objectifs et attentes ci-dessus constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables et sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses, notamment en ce qui concerne les conditions de marché en vigueur, les facteurs macroéconomiques et géopolitiques, les chaînes d'approvisionnement et les marchés du travail. Pour établir ses perspectives pour l'exercice 2024, la direction suppose qu'il n'y aura pas d'autres perturbations de l'économie mondiale, du trafic aérien, des activités de CAE et de sa capacité à fournir des produits et des services. Les attentes sont également assujetties à nombre de risques et d'incertitudes et sont fondées sur des hypothèses concernant la réceptivité des clients aux solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2023 de CAE, qui sont tous disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov). Veuillez consulter les sections intitulées « *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* », « *Hypothèses importantes* » et « *Risques importants* », plus loin.

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE pour le trimestre clos le 31 décembre 2023, qui sont disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov), pour obtenir une analyse plus détaillée de nos résultats sectoriels. Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T3 de l'exercice 2024

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Sonya Branco, vice-présidente exécutive, Finances, et chef de la direction financière; et Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats aujourd'hui à 14 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-877-586-3392 ou le +1-416-981-9024. Une diffusion audio en direct sera accessible sur le site Web de CAE à www.cae.com.

CAE fournit aux personnes occupant des fonctions critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires afin de rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise technologique, nous tirons parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions logicielles de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique. Par-dessus tout, nous permettons aux pilotes, aux membres d'équipage, aux compagnies aériennes et aux forces de défense et de sécurité de donner le meilleur d'eux-mêmes, chaque jour et lorsque les enjeux sont les plus élevés. Dans le monde entier, nous sommes présents partout où les clients ont besoin de nous, avec plus de 13 000 employés répartis dans environ 250 emplacements et centres de formation dans plus de 40 pays. CAE s'appuie sur plus de 75 ans d'innovations dans la conception de simulateurs de vol et de missions de la plus haute fidélité possible ainsi que de programmes de formation alimentés par les technologies numériques. Nous intégrons le développement durable dans tout ce que nous faisons. Aujourd'hui comme demain, nous nous assurerons que nos clients sont prêts lors des moments qui comptent le plus.

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent communiqué de presse contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, notre bénéfice, la croissance de nos flux de trésorerie, les tendances du bénéfice, nos dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et nos expansions et initiatives nouvelles, y compris les initiatives ayant trait aux questions ESG, nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique et politique en général, les tendances inflationnistes, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, notre gestion de la chaîne d'approvisionnement, les marchés potentiels estimés, la demande pour les produits et les services de CAE, notre accès aux ressources en capital, notre situation financière, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les remboursements de capital prévus pour les actionnaires, la vente de la division Santé (l'« opération de vente »), les avantages et les répercussions prévus de cette vente sur les plans stratégique et opérationnel et les résultats financiers de CAE, les modalités, les conditions (y compris l'obtention des approbations réglementaires requises) et la réalisation prévue de l'opération de vente, la contrepartie en espèces prévue de l'opération de vente et le calendrier de réalisation, nos perspectives commerciales, nos occasions d'affaires, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, et notre position concurrentielle et de chef de file dans nos marchés, l'accroissement de nos parts de marché, la capacité de CAE de répondre à la demande pour les nouvelles technologies et son degré de préparation pour ce faire, la durabilité de nos activités, la capacité de CAE de retirer les anciens contrats comme prévu et de gérer et d'atténuer les risques connexes, l'incidence du retrait des anciens contrats, notamment sur l'inflexion positive prévue sur la performance du bénéfice sous-jacent au cours du deuxième semestre de l'exercice 2025, ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques.

Étant donné que les énoncés et les renseignements prospectifs se rapportent à des événements futurs ou à la performance future et reflètent les attentes ou les croyances actuelles concernant des événements futurs, ils sont habituellement identifiés par l'emploi de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « devoir », « probable », « stratégie », « futur » ou la forme négative de ces termes ou d'autres variations de ceux-ci laissant entendre la possibilité de résultats futurs ou indiquant des énoncés concernant des perspectives. Tous ces énoncés constituent des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et des « énoncés prospectifs » au sens des dispositions d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*.

De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels dans les périodes futures diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 14 février 2024 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les informations et énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont expressément visés par la présente mise en garde. De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent communiqué de presse. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas se fier indûment à ces énoncés. Sauf indication contraire de CAE, ces énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 14 février 2024. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué visent à aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers prévus pour l'exercice 2024 et à obtenir une meilleure compréhension de notre environnement opérationnel prévu. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Hypothèses importantes

Les énoncés prospectifs dans le présent communiqué de presse sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : la conjoncture de marché, l'instabilité géopolitique, la réceptivité des clients envers nos solutions de formation et de soutien opérationnel, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités

disponibles provenant de notre trésorerie et équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur notre facilité de crédit renouvelable, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, de l'hypothèse que nos flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et l'accès continu au financement par emprunt suffiront pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à achever et à retirer de manière efficace les anciens contrats tout en gérant les risques qui y sont associés, notre capacité à réaliser des synergies et à maintenir notre position sur le marché à la suite de l'exécution fructueuse des plans d'intégration liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, notre capacité à achever par ailleurs l'intégration des activités de L3H MT et d'AirCentre acquises dans les délais prévus et selon les coûts prévus, notre capacité à attirer et à retenir des employés clés en lien avec les acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale future et autres facteurs liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre et aux effets connexes sur la croissance et l'accroissement de divers paramètres financiers, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus des acquisitions de L3H MT et d'AirCentre dans les délais prévus, les conditions économiques, politiques et du secteur prévues, l'exactitude et l'exhaustivité des informations, y compris l'information financière, communiquées au grand public et autres par L3Harris Technologies et AirCentre, l'absence de coûts ou de passifs non déclarés importants liés aux acquisitions de L3H MT et d'AirCentre, la satisfaction de toutes les conditions de clôture de l'opération de vente, notamment l'obtention de toutes les approbations réglementaires requises ainsi que des autres consentements et approbations requis en temps opportun et selon des modalités acceptables pour CAE, notre capacité à achever par ailleurs l'opération de vente dans les délais prévus et selon les coûts prévus, les estimations et attentes de la direction par rapport à la conjoncture économique et commerciale future et autres facteurs liés à l'opération de vente, la réalisation des avantages stratégiques, financiers et autres attendus de l'opération de vente dans les délais prévus (y compris la réception du produit attendu et l'emploi prévu de celui-ci) et l'accomplissement par les autres parties de leurs obligations, ententes et engagements respectifs aux termes des documents liés à l'opération de vente. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la reprise dans son principal marché de l'aviation civile. Par conséquent, les hypothèses énoncées dans le présent communiqué et, par ricochet, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses, pourraient se révéler inexacts.

Risques importants

Les risques importants, qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés ou sous-tendus dans nos énoncés prospectifs, sont mentionnés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2023 et le rapport de gestion pour le trimestre clos le 31 décembre 2023 de CAE, disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov). Les lecteurs sont informés que les risques divulgués pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières

Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Certaines mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la fois sur une base consolidée et séparément pour chacun de nos secteurs (Aviation civile et Défense et Sécurité), car nous analysons leurs résultats et leur rendement séparément.

Les calculs des mesures non conformes aux IFRS et les rapprochements avec les mesures les plus directement comparables selon les IFRS sont également présentés ci-après à la section « *Calculs et rapprochements* » du présent communiqué.

Mesures du rendement

Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle est une mesure financière supplémentaire qui correspond au résultat opérationnel divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS qui donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel sectoriel ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté sur une base consolidée est un total des mesures sectorielles, puisqu'il s'agit de la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle.

Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle sectorielle ajustée est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat opérationnel sectoriel ajusté divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Taux d'imposition effectif ajusté

Le taux d'imposition effectif ajusté est une mesure financière supplémentaire qui s'entend du taux d'imposition effectif sur le résultat net ajusté. Il correspond à la charge d'impôt sur le résultat, divisée par le résultat avant impôt sur le résultat, ajusté en fonction des mêmes éléments utilisés dans le calcul du résultat net ajusté. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de l'incidence des fluctuations des taux d'imposition et de la composition des revenus sur notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat net ajusté

Le résultat net ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous suivons l'évolution du résultat net ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat par action (RPA) ajusté

Le résultat par action ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous en suivons l'évolution parce que nous estimons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle par action et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

BAIIA et BAIIA ajusté

Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net des activités poursuivies avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté est ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous utilisons le BAIIA et le BAIIA ajusté pour évaluer notre performance opérationnelle en éliminant l'incidence des éléments hors exploitation ou hors trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité qui correspond aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les variations des actifs de gestion des ressources d'entreprise (GRE) et des autres actifs sans lien avec la croissance, ainsi que les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Mesures de la liquidité et de la structure du capital

Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté

Le RCU ajusté est un ratio non conforme aux IFRS calculé sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, ajusté par les charges financières nettes, après impôt, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, par le montant moyen du capital utilisé des activités poursuivies. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023) et de l'ajustement transitoire lié à l'infonagique (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2022). Nous utilisons le RCU ajusté pour évaluer la rentabilité de notre capital investi.

Dette nette

La dette nette est une mesure de gestion du capital qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme totale, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté des douze derniers mois. Nous l'utilisons parce qu'il reflète notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette.

Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique. La somme des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance représente le total de nos dépenses en immobilisations corporelles.

Mesures de la croissance

Prises de commandes ajustées

Les prises de commandes ajustées sont une mesure financière supplémentaire qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et Sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et Sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes ajustées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement.

Carnet de commandes ajusté

Le carnet de commandes ajusté est une mesure financière supplémentaire qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes ajustées que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes ajustées de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes ayant force obligatoire du secteur Défense et Sécurité que nous avons reçues du gouvernement des États-Unis, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. L'incertitude découle du calendrier des autorisations de financement, qui dépend du cycle budgétaire du gouvernement, lequel est fondé sur une fin d'exercice en septembre. Le carnet de commandes ajusté tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, que nous définissons comme étant au moins 80 % probable, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ) à plusieurs soumissionnaires. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes ajustées de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Ratio valeur comptable des commandes/ventes

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes est une mesure financière supplémentaire qui correspond aux prises de commandes ajustées divisées par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous l'utilisons pour surveiller le niveau de croissance future de l'entreprise au fil du temps.

Définition des renseignements non financiers supplémentaires

Simulateurs de vol (FFS) dans le réseau de CAE

Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

Nombre équivalent de simulateurs (NES)

Le NES est une mesure qui nous indique le nombre moyen total de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

Calculs et rapprochements

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

(montants en millions)	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Trimestres clos les 31 décembre						
Résultat opérationnel	101,0 \$	117,2 \$	20,6 \$	24,9 \$	121,6 \$	142,1 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	23,2	11,2	0,3	(6,3)	23,5	4,9
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers						
Reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation	—	3,0	—	6,8	—	9,8
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	124,2 \$	131,4 \$	20,9 \$	25,4 \$	145,1 \$	156,8 \$

Rapprochement du résultat net ajusté et du RPA ajusté

(montants en millions, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 décembre	
	2023	2022
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	56,5 \$	78,1 \$
Résultat net des activités abandonnées	1,9	(2,1)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	18,2	4,0
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers		
Reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation, après impôt	—	7,1
Résultat net ajusté	76,6 \$	87,1 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	319,1	318,3
RPA ajusté	0,24 \$	0,27 \$

Calcul du taux d'imposition effectif ajusté

<i>(montants en millions, sauf les taux d'imposition effectifs)</i>	Trimestres clos les 31 décembre	
	2023	2022
Résultat avant impôt sur le résultat	69,2 \$	94,4 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	23,5	4,9
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers		
Reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation	—	9,8
Résultat ajusté avant impôt sur le résultat	92,7 \$	109,1 \$
Charge d'impôt sur le résultat	8,2 \$	16,5 \$
Incidence fiscale sur les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	5,3	0,9
Incidence fiscale sur les pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers		
Incidence fiscale de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation	—	2,7
Charge d'impôt sur le résultat ajustée	13,5 \$	20,1 \$
Taux d'imposition effectif	12 %	17 %
Taux d'imposition effectif ajusté	15 %	18 %

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 31 décembre	
	2023	2022
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	148,6 \$	158,7 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	72,2	93,7
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	220,8 \$	252,4 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance	(20,7)	(16,1)
Variation des actifs de gestion des ressources d'entreprise et des autres actifs	(10,4)	(10,8)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,1	0,3
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	(14,9)	(2,0)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	13,2	13,9
Incidence des activités abandonnées	1,9	2,1
Flux de trésorerie disponibles	190,0 \$	239,8 \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du ratio de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

	Périodes de douze mois closes les	
	2023	2022
<i>(montants en millions, sauf les ratios de la dette nette sur le BAIIA)</i>		
Résultat opérationnel	525,9 \$	371,6 \$
Dotation aux amortissements	359,7	320,8
BAIIA	885,6 \$	692,4 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	91,5	83,3
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers		
Reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation	—	9,8
Ajustement transitoire lié à l'infonuagique	—	13,4
BAIIA ajusté	977,1 \$	798,9 \$
Dette nette	3 085,4 \$	3 073,0 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA	3,48	4,44
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté	3,16	3,85

Rapprochement du capital utilisé et de la dette nette

	31 décembre 2023	31 mars 2023
<i>(montants en millions)</i>		
Utilisation du capital :		
Actifs courants	2 410,5 \$	2 235,0 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(124,5)	(217,6)
Déduire : actifs, déduction faite des passifs détenus en vue de la vente	(224,6)	—
Passifs courants	(2 669,5)	(2 246,7)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	592,8	214,6
Fonds de roulement hors trésorerie	(15,3) \$	(14,7) \$
Actifs, déduction faite des passifs détenus en vue de la vente	224,6	—
Immobilisations corporelles	2 451,1	2 387,1
Immobilisations incorporelles	3 830,3	4 050,8
Autres actifs non courants	1 779,7	1 763,6
Autres passifs non courants	(456,7)	(565,4)
Capital utilisé	7 813,7 \$	7 621,4 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	592,8 \$	214,6 \$
Dette à long terme	2 617,1	3 035,5
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(124,5)	(217,6)
Dette nette	3 085,4 \$	3 032,5 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 648,8	4 507,7
Participations ne donnant pas le contrôle	79,5	81,2
Capital utilisé	7 813,7 \$	7 621,4 \$

Pour les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières surveillées par CAE, et pour un rapprochement de telles mesures et des mesures définies par les IFRS les plus directement comparables, veuillez vous reporter à la section 11 du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 31 décembre 2023 (intégré par renvoi dans le présent communiqué) qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

État consolidé du résultat net

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
		Reclassé		Reclassé
Activités poursuivies				
Produits des activités ordinaires	1 094,5 \$	969,9 \$	3 156,5 \$	2 813,2 \$
Coût des ventes	791,9	693,0	2 283,5	2 066,5
Marge brute	302,6 \$	276,9 \$	873,0 \$	746,7 \$
Frais de recherche et de développement	38,1	27,1	108,1	91,2
Frais de vente, généraux et d'administration	140,9	124,1	396,9	367,3
Autres (profits) et pertes	(4,8)	(6,9)	(8,4)	(13,1)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(16,7)	(14,4)	(47,6)	(33,9)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	23,5	4,9	76,4	47,5
Résultat opérationnel	121,6 \$	142,1 \$	347,6 \$	287,7 \$
Charges financières – montant net	52,4	47,7	152,6	123,2
Résultat avant impôt sur le résultat	69,2 \$	94,4 \$	195,0 \$	164,5 \$
Charge d'impôt sur le résultat	8,2	16,5	7,8	31,8
Résultat net des activités poursuivies	61,0 \$	77,9 \$	187,2 \$	132,7 \$
Résultat net des activités abandonnées	(1,9)	2,1	0,8	(2,7)
Résultat net	59,1 \$	80,0 \$	188,0 \$	130,0 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	56,5 \$	78,1 \$	180,2 \$	124,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,6	1,9	7,8	5,7
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base et dilué – activités poursuivies	0,18 \$	0,24 \$	0,56 \$	0,40 \$
De base et dilué – activités abandonnées	(0,01)	0,01	—	(0,01)

État consolidé du résultat global

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens)	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2023	2022	2023	2022
		Reclassé		Reclassé
Résultat net des activités poursuivies	61,0 \$	77,9 \$	187,2 \$	132,7 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Écarts de conversion liés aux opérations à l'étranger	(77,7) \$	20,3 \$	(105,3) \$	304,7 \$
Gain (perte) sur les couvertures d'investissements nets dans des opérations à l'étranger – montant net	56,2	30,3	54,6	(113,0)
Reclassement au résultat net du gain sur les écarts de conversion	(0,1)	(3,8)	(0,2)	(6,2)
Gain (perte) sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	8,3	(4,7)	7,4	(10,2)
Reclassement au résultat net de la perte (gain) sur les couvertures de flux de trésorerie	1,8	9,5	4,9	(11,5)
Impôt sur le résultat	(5,5)	(0,2)	(9,5)	12,2
	(17,0) \$	51,4 \$	(48,1) \$	176,0 \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	(34,5) \$	8,8 \$	(22,5) \$	55,7 \$
Impôt sur le résultat	9,2	(2,4)	6,0	(14,9)
	(25,3) \$	6,4 \$	(16,5) \$	40,8 \$
Autres éléments du résultat global des activités poursuivies	(42,3) \$	57,8 \$	(64,6) \$	216,8 \$
Résultat net des activités abandonnées	(1,9)	2,1	0,8	(2,7)
Autres éléments du résultat global des activités abandonnées	(3,2)	(1,7)	(1,7)	5,8
Total du résultat global	13,6 \$	136,1 \$	121,7 \$	352,6 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	11,7 \$	133,9 \$	114,9 \$	343,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,9	2,2	6,8	9,5

État consolidé de la situation financière

(Non audité)	31 décembre	31 mars
(montants en millions de dollars canadiens)	2023	2023
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	124,5 \$	217,6 \$
Créances clients	566,4	615,7
Actifs sur contrat	641,2	693,8
Stocks	601,0	583,4
Acomptes	69,6	64,1
Impôt sur le résultat à recouvrer	56,7	48,3
Actifs financiers dérivés	21,0	12,1
Actifs des activités abandonnées classés comme détenus en vue de la vente	330,1	—
Total de l'actif courant	2 410,5 \$	2 235,0 \$
Immobilisations corporelles	2 451,1	2 387,1
Actifs au titre des droits d'utilisation	458,4	426,9
Immobilisations incorporelles	3 830,3	4 050,8
Investissement dans les participations mises en équivalence	556,4	530,7
Actifs au titre des avantages du personnel	32,6	51,1
Actifs d'impôt différé	150,9	125,1
Actifs financiers dérivés	15,5	9,2
Autres actifs non courants	565,9	620,6
Total de l'actif	10 471,6 \$	10 436,5 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	999,5 \$	1 036,7 \$
Provisions	19,1	26,7
Impôt sur le résultat à payer	21,2	21,1
Passifs sur contrat	906,9	905,7
Partie courante de la dette à long terme	592,8	214,6
Passifs financiers dérivés	24,5	41,9
Passifs des activités abandonnées classés comme détenus en vue de la vente	105,5	—
Total du passif courant	2 669,5 \$	2 246,7 \$
Provisions	18,4	20,1
Dette à long terme	2 617,1	3 035,5
Obligations au titre des redevances	79,0	119,4
Obligations au titre des avantages du personnel	100,2	91,9
Passifs d'impôt différé	75,0	129,3
Passifs financiers dérivés	2,4	6,5
Autres passifs non courants	181,7	198,2
Total du passif	5 743,3 \$	5 847,6 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	2 252,6 \$	2 243,6 \$
Surplus d'apport	59,3	42,1
Cumul des autres éléments du résultat global	118,4	167,2
Résultats non distribués	2 218,5	2 054,8
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 648,8 \$	4 507,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	79,5	81,2
Total des capitaux propres	4 728,3 \$	4 588,9 \$
Total du passif et des capitaux propres	10 471,6 \$	10 436,5 \$

État consolidé des variations des capitaux propres

(Non audité)

Période de neuf mois close le 31 décembre 2023

(montants en millions de dollars canadiens,
sauf les nombres d'actions)

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global		Résultats non distribués		
	Nombre d'actions	Valeur attribuée						
Soldes au 31 mars 2023	317 906 290	2 243,6 \$	42,1 \$	167,2 \$	2 054,8 \$	4 507,7 \$	81,2 \$	4 588,9 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	180,2 \$	180,2 \$	7,8 \$	188,0 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(48,8)	(16,5)	(65,3)	(1,0)	(66,3)
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(48,8) \$	163,7 \$	114,9 \$	6,8 \$	121,7 \$
Exercice d'options sur actions	396 018	9,0	(1,4)	—	—	7,6	—	7,6
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	—	—	18,6	—	—	18,6	—	18,6
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(8,5)	(8,5)
Soldes au 31 décembre 2023	318 302 308	2 252,6 \$	59,3 \$	118,4 \$	2 218,5 \$	4 648,8 \$	79,5 \$	4 728,3 \$

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global		Résultats non distribués		
	Nombre d'actions	Valeur attribuée						
Soldes au 31 mars 2022	317 024 123	2 224,7 \$	38,6 \$	(31,2) \$	1 777,6 \$	4 009,7 \$	76,9 \$	4 086,6 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	124,3 \$	124,3 \$	5,7 \$	130,0 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	178,0	40,8	218,8	3,8	222,6
Total du résultat global	—	— \$	— \$	178,0 \$	165,1 \$	343,1 \$	9,5 \$	352,6 \$
Exercice d'options sur actions	835 392	18,0	(2,5)	—	—	15,5	—	15,5
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	—	—	5,1	—	—	5,1	—	5,1
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(5,0)	(5,0)
Soldes au 31 décembre 2022	317 859 515	2 242,7 \$	41,2 \$	146,8 \$	1 942,7 \$	4 373,4 \$	81,4 \$	4 454,8 \$

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	2023	2022
Activités opérationnelles		
Résultat net	188,0 \$	130,0 \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements	278,6	252,8
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(47,6)	(33,9)
Impôt sur le résultat différé	(39,8)	(0,3)
Crédits d'impôt à l'investissement	(9,2)	0,4
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	18,6	5,1
Régimes de retraite à prestations définies	4,5	6,2
Autres passifs non courants	(7,3)	(13,5)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	(17,5)	20,0
Autres	23,8	(2,4)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(40,4)	(136,6)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	351,7 \$	227,8 \$
Activités d'investissement		
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	— \$	(6,4) \$
Dépenses en immobilisations corporelles	(238,1)	(205,9)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	3,7	4,8
Avances versées sur immobilisations corporelles	—	(30,1)
Dépenses en immobilisations incorporelles	(105,8)	(89,9)
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	(40,5)	(10,5)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	30,3	20,3
Autres	(7,2)	(5,0)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(357,6) \$	(322,7) \$
Activités de financement		
(Remboursement net sur les) produit net tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables	(407,8) \$	8,6 \$
Produit tiré de la dette à long terme	426,1	22,1
Remboursement sur la dette à long terme	(41,1)	(55,7)
Remboursement sur les obligations locatives	(57,0)	(62,1)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	7,6	15,5
Autres	—	(1,8)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(72,2) \$	(73,4) \$
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(15,0) \$	13,8 \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(93,1) \$	(154,5) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	217,6	346,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	124,5 \$	191,6 \$